



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 JAN. 2024

mettant en demeure la société Comptoir Agricole
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} février 2023,
fixant pour son établissement
situé 9 rue Georges BESSE à ERSTEIN (67150),
des prescriptions en termes de limitation des niveaux acoustiques
et de réduction des nuisances sonores

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 1986 autorisant le Comptoir Agricole à exploiter son établissement d'Erstein-Gare ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} février 2023 fixant à la société Comptoir Agricole, pour son établissement situé 9 rue Georges BESSE à ERSTEIN (67150), des prescriptions en termes de limitation des niveaux acoustiques et de réduction des nuisances sonores ;
- VU le rapport du 14 décembre 2023 de la visite du 23 novembre 2023 de l'inspection des installations classées sur le site de Comptoir Agricole à ERSTEIN ;

CONSIDÉRANT que des non-conformités persistent sur les émissions sonores du site et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} février 2023 qui veut que : « (...) *En limite de l'établissement les niveaux acoustiques maximaux admissibles sont ceux du tableau suivant (...)* » ;

CONSIDÉRANT que le rapport remis à l'inspection le 28 novembre 2023 ne répond pas aux exigences définies en termes d'engagements et de délais et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 1.2 (Réduction de la nuisance) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} février 2023 qui veut que : « (...) *les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais* » ;

CONSIDÉRANT que la campagne de séchage de 2023 est terminée et que les deux séchoirs sont à l'arrêt,

CONSIDÉRANT que la prochaine campagne de séchage ne devrait pas intervenir avant l'été 2024 un délai de 6 mois pour la mise en demeure peut ainsi être retenu

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} - prescriptions à respecter.

La société Comptoir Agricole, pour ses installations situées 9 rue Georges BESSE à ERSTEIN (67150), est mise en demeure de respecter, sous un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 1.1 (Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023 :

« En limite de l'établissement les niveaux acoustiques maximaux admissibles sont ceux du tableau suivant :

<u>Période de jour (*)</u>	<u>65</u>
<u>Périodes intermédiaires</u>	<u>60</u>
<u>Période de nuit</u>	<u>55</u>

(*)

- période de jour, pour les jours ouvrables : 7 heures à 20 heures ;
- périodes intermédiaires, pour les jours ouvrables : 6 heures à 7 heures, 20 heures à 22 heures. Pour les dimanches et les jours fériés : 6 heures à 22 heures ;
- période de nuit, pour tous les jours : 22 heures à 6 heures. » ;

- Article 1.2 (Réduction de la nuisance) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023. :

« L'exploitant réalise d'ici le 30 octobre 2023, les diagnostics et travaux utiles à la réduction de la nuisance mise en évidence par le rapport susvisé de mesures acoustiques : émergence nocturne supérieure à 3 dB(A) dans un spectre dominé par les basses fréquences, dans la propriété d'un tiers voisin, en zone résidentielle.

Deux campagnes de mesures acoustiques sont réalisées pour vérifier l'efficacité des travaux menés en termes de réduction d'émergence ainsi que la conformité aux dispositions corrigées de l'article 57 de l'arrêté préfectoral :

- la première lors de la campagne de séchage d'automne (maïs),
- la seconde lors de la prochaine campagne de séchage d'été (tournesol).

Ces campagnes sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations dont les rapports de mesures rendent compte.

Les rapports sont adressés à l'inspection des installations classées dès leur parution. Ils sont accompagnés de commentaires de l'exploitant. **En cas de non-respect de valeurs-limites :**

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;
- **les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.** ».

Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 - exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Comptoir Agricole, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de ERSTEIN (67150).

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL